

FRANCÉS

La Colombie brûle : demande au Duque de dissoudre l'Escadron Mobile Antiémeute

El Ciudadano · 2 de enero de 2020



Les **révoltes en Colombie contre le système politique actuel, dirigé par le gouvernement de l'uribiste Ivan Duque, ont déjà duré plus de 30 jours**, au cours de journées massives qui ont démontré la véritable lutte du peuple, ses limites et la forte répression exercée par un régime libéral qui, par ses mesures économiques, a engendré plus d'inégalités, de pauvreté et d'exécutions.

Le 21 novembre dernier a été enregistré le premier chômage général en Colombie depuis des décennies, qui a démontré toute la frustration et l'impuissance qui sont ancrées dans la société de ce pays, produit de plus d'un demi-siècle d'inégalité, la haine, la violence, la pauvreté et les mauvais traitements infligés par l'État.

Depuis lors, **Duque a essayé de contrôler les protestations mais n'a pas pu**, et tout cela au milieu d'une popularité de son gouvernement de plus en plus décadente et qui, selon plusieurs enquêtrices, dépasse à peine les 10 points.

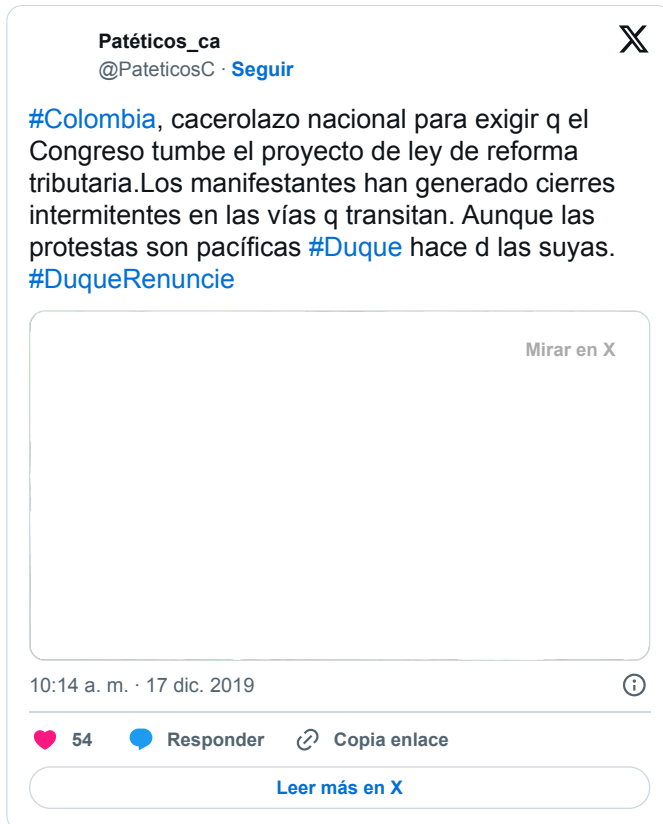


Un mois de manifestations et peu de médias évoquent la gravité de la situation en Colombie

En ce sens, **son régime tente de parvenir à un accord avec le Comité de Paro, processus qui a déjà fait plusieurs réunions sans accord** en près d'un mois de protestations. Cela se produit en grande partie parce que les porte-parole de Duque insistent pour que ce soit une 'conversation ; tandis que le Comité demande que ce soit une négociation.

C'est ce que la Confédération Générale du Travail a clairement indiqué à travers son compte Twitter, après le dernier échange réalisé le 13 décembre dernier.

«Stratégiquement, **Duque ne reconnaît pas les différences entre le dialogue, la conversation et la négociation** ; il utilise des médiateurs pour un rapprochement avec le Comité, mais ne montre pas de volonté», a déclaré la Fédération Colombienne des Travailleurs de l'Éducation.



À cet égard, Diogène Orjuela, président de la Centrale Unitaire des Travailleurs, a déclaré que la négociation à laquelle ils aspirent se fera lui-même dans le contexte des mobilisations qu’ils mènent dans le pays.

Parmi les demandes que ce secteur a adressées à la Présidence de la République, **le Comité de Paro a demandé la dissolution de l’escadron mobile antiémeute, connu sous le nom d’Esmad** et sur lequel pleuvent les critiques pour leur usage excessif de la force pendant les manifestations.

Le Comité **demande également que la Police Nationale soit nettoyée** et que Duque ne poursuive aucun processus de privatisation ou de cession de biens de l’État, indépendamment de sa participation au capital.

Mais **Duque insiste pour bénéficier aux secteurs économiquement puissants de l’entrepreneuriat** colombien et, à cet égard, a émis un décret présidentiel qui ouvre la porte à la privatisation des entreprises publiques.

Les Colombiens rejettent la réforme fiscale

Le Comité de Paro a demandé à l’Exécutif d’entamer, avec les organisations concernées, la mise en œuvre et l’application des accords signés antérieurement.

À cet égard, ils préconisent que les questions relatives aux besoins des producteurs agricoles soient traitées avec Dignité Agricole Colombienne, notamment la **révision des traités de libre-échange et tout ce qui concerne la production** dans ce secteur.

De même, ils dénoncent que lorsque le Duque a décidé de rompre l'accord de paix, il a provoqué de nouvelles violences de l'État contre la population. À cet égard, ils appellent à traiter avec le mouvement des citoyens Défendons la paix le processus de mise en œuvre du pacte signé en 2016 entre l'État et les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple (FARC-EP).

En outre, **le Comité cherche à définir les politiques environnementales et la protection de l'environnement** avec les représentants des organisations qui en conviennent. Mais ce qui est le plus ponctuel à ce stade, c'est le rejet de la réforme fiscale que le gouvernement prétend imposer.

Lundi dernier, 16 décembre, cette revendication de réforme fiscale a été rejetée par un raid sur la place de Bolivar, en plein centre de Bogota.

Les **manifestants se sont rassemblés devant le Congrès de la République pour exprimer leur désaccord** au cours d'une journée qu'ils ont organisée dans le cadre des actions contre la politique gouvernementale, car ils estiment que cette mesure entraînera de nouvelles inégalités pour la population.

Lors de la manifestation, les participants ont dénoncé le fait que, par cette prétendue réforme, le gouvernement du **Duque ne cherche qu'à bénéficier aux «grands entrepreneurs» et à «nuire aux travailleurs».**

À cet égard, la Fédération colombienne des travailleurs de l'éducation (Fecode) note que l'initiative susmentionnée a un impact négatif sur le revenu de la nation de plus de 9,4 trillions de pesos (un dollar équivaut à environ 3400 pesos) principalement le produit de la réduction de l'impôt sur le revenu de 32 % à 30 % pour les personnes morales.

«C'est une réforme inéquitable, inefficace et régressive. La Colombie est le quatrième pays le plus inégal du monde. Le projet n'est rien d'autre qu'une réduction de la charge fiscale et des exonérations pour ceux qui ont la capacité de payer», a précisé FECODE, organisation qui fait partie du comité de Paro.

<https://twitter.com/GuerreroCuba/status/1206744654978387968>

Elle ajoute que la **redistribution des revenus qu'implique le projet ne correspond pas aux besoins des Colombiens**, car alors que les impôts sont réduits aux plus riches, les dépenses fiscales, comprises comme ce qu'on ne perçoit pas, il devra être assumé par tous par une réduction des subventions, des investissements et des dépenses sociales en général. «Ainsi, ceux qui ont le plus besoin de l'État sont ceux qui paieront le fardeau de cette mesure».

La Fédération met également en garde contre le fait que cette réforme **profitera aux familles qui ont la capacité d'épargne et exclut les Colombiens qui n'ont pas les moyens financiers** de procéder aux achats, car «le paiement doit se faire dans des entités commerciales et électroniques, ce qui servira aux grands entrepreneurs, qui dynamiseront leurs revenus alors que le commerce informel, dont dépendent des millions de personnes, n'a aucun bénéfice».

Un autre point à souligner est la réduction progressive des cotisations de santé des retraités, qui ont un salaire minimum d'environ 877000 pesos colombiens (261,25 dollars). La Fédération indique qu'en dépit de cela «c'est la seule bonne chose de cette réforme (...) qui ne correspond pas à l'engagement de l'État

colombien envers tous les retraités, donc ceux qui restent en dehors de ce plafond resteront dans l'attente de l'accomplissement intégral».



Proposent de supprimer l'Esmad de Colombie

Après que l'opposition eut dénoncé les hauts responsables de la police nationale pour **l'assassinat du jeune Dilan Cruz**, elle a demandé à la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) enquêter sur cette affaire et sur les excès de la force publique pendant l'arrêt national, et anticiper deux débats de contrôle lors de l'action des autorités lors des récentes manifestations; Il existe déjà un projet de **loi visant à dissoudre l'escadron mobile antiémeute (Esmad)**.

Ce lundi, le sénateur Antonio Sanguino, auteur du projet, il a avancé une audition publique pour partager les raisons pour lesquelles il faut démonter ce corps spécial de police et recueillir des suggestions pour alimenter le projet qui sera basé en mars 2020.



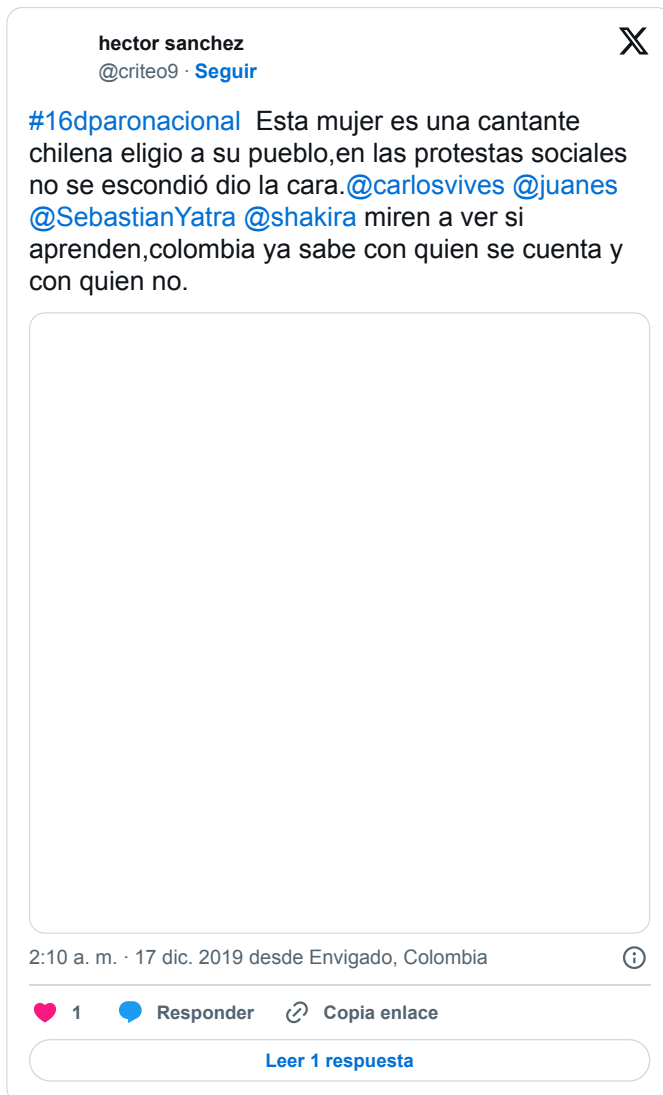
L'initiative pour le moment, se compose de six articles qui dictent l'élimination et le démontage de l'Esmad; **l'abrogation des résolutions qui ont créé ce groupe spécialisé et toutes les réglementations qui lui donnent vie**; obligent les autorités régionales et municipales à garantir la manifestation pacifique et à créer des mécanismes de médiation entre la population et la force publique; et précise que le recours à la force de police n'est autorisé que dans les cas graves de troubles de l'ordre public ou de troubles intérieurs.

Pour le sénateur de l'Alliance Verte, l'action du corps mobile a failli à sa mission, considérant que « les actions de l'Esmad au cours des dernières semaines montrent que ses interventions ne sont ni proportionnelles ni préventives, mais qu'elles sont exécutées dans le but de provoquer des civils et de provoquer le chaos. Ce sont des actions qui ne garantissent pas la protection des droits de l'homme, mais leur violation par le biais de dommages physiques, moraux et émotionnels infligés aux manifestants et non aux manifestants».

<https://twitter.com/ActualidadRT/status/1206897589636993024>

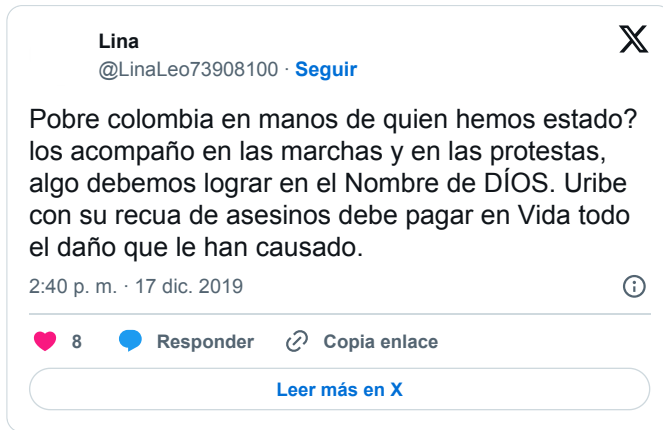
«Ses procédures ne contribuent pas à restaurer l'ordre public, mais à le dégrader et à l'enraciner. En résumé, il a agi en dehors de la loi, viole les droits fondamentaux et se constitue en auteur qui aggrave le conflit social, est expliqué dans la justification du projet.

Et avec son analyse, il ajoute des faits avec lesquels il confirme, à son avis, les arguments suffisants pour la suppression de cette commande. Le député recueille un rapport de novembre 2018 de la Fondation Paix et Réconciliation de Colombie qui a dénoncé **18 cas de victimes à Bogota au cours des dernières années, dont le jeune de 15 ans, Nicolas Neira**, pour usage excessif de la force par l'Esmad.



Outre les morts regrettables en Colombie, il y a aussi des cas de **violations des droits de l'homme, d'arrestations arbitraires, de harcèlement, de menaces et de blessures** infligées par ce corps spécialisé.

Et ce n'est pas là que s'achève l'essentiel des arguments pour convaincre ultérieurement le Congrès de la nécessité, au nom de l'opposition, de démonter l'Esmad. Le projet recueille également les données d'une étude du Centre de Recherche et d'Éducation Populaire (CINEP) **pendant le chômage agricole de 2013. Sur 837 personnes capturées, 23 % étaient mineures** et 57 % ont été poursuivies pour entrave à la circulation publique, ce qui, selon le document, a servi de mécanisme de répression.



Entre 2002 et 2012, 512 personnes ont été arrêtées arbitrairement, 596 ont été blessées et 73 ont été arrêtées.

Cela démontre la nécessité imminente de sa restructuration, y compris des mécanismes de vérification de l'emploi de la force, et le respect des protocoles institutionnels qui garantissent réellement la jouissance et la jouissance du droit constitutionnel à la grève "se lit dans la justification du projet. Des discussions intensives sont déjà prévues à ce sujet, car **les partis au pouvoir en Colombie, comme le Centre démocratique, sont de fervents défenseurs de la Force Publique.** Pour leur part, les voix de l'indépendance disent que la solution n'est pas le démontage, mais la restructuration de l'Esmad.

Dictature de Áñez recense plus de 1000 violations de DD. HH en Bolivie

De quoi Macron a-t-il peur ? Lawfare en France, spectacle médiatique et violence policière

Fuente: El Ciudadano